

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Carrières, matériaux, déchets

Nevers, le 7 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ Compostage

ZI Le Pré Charpin

58300 CHAMPVERT

Références : 220268

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2022 dans l'établissement SUEZ Compostage, implanté ZI Le Pré Charpin 58300 CHAMPVERT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, objet du présent rapport, fait suite à un signalement transmis à nos services par la Direction Départementale des Territoires (DDT) relatif à des écoulements de lixiviats dans le cours d'eau du Fond Judas, situé sur la commune de La Machine (58300).

Suite à des plaintes, les services de la DDT se sont rendus au niveau du cours d'eau susnommé. À ce moment-là, ils ont pu constater que des écoulements de lixiviats en provenance de la plate-forme de compostage, sise ZI du Pré Charpin - 58300 CHAMPVERT, se déversaient dans un émissaire avant de rejoindre le cours d'eau du Fond Judas.

En remontant vers l'installation de compostage, ils ont ensuite pu observer le débordement du bassin de récupération des lixiviats situé sur l'installation de la société SUEZ ORGANIQUE.

La présente visite d'inspection a donc pour objet de vérifier, notamment, le respect des dispositions réglementaires applicables à l'exploitant au regard des conditions d'entreposage de ses déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ Compostage
- ZI Le Pré Charpin 58300 CHAMPVERT
- Code AIOT dans GUN : 0005401367
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non
- IED - MTD

L'établissement SUEZ COMPOSTAGE est spécialisé dans la production de composts et d'amendements organiques à partir du mélange de déchets et de boues de stations d'épuration.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entretien du site	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 6	/	Sans objet
Stockage de liquides	Arrêté Préfectoral du 06/02/1998, article 11.5	/	Sans objet
Contrôle et suivi des rejets	Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 14.2	/	Sans objet
Entretien des voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 21.1	/	Sans objet
Dispositifs incendie	Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 22.5	/	Sans objet
Épandage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 40	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Effluents liquides	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 22	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de la présente inspection, il n'a pas été constaté de débordement des eaux du bassin de récupération des lixiviats ainsi que des deux fossés de collecte des eaux de surface.

Afin de limiter les risques de débordements, il est procédé régulièrement au pompage des eaux du bassin par un camion citerne, un relevé hebdomadaire du niveau du bassin sera en outre réalisé.

Les résultats d'analyses des eaux collectées dans le bassin des lixiviats n'appellent pas d'observations au regard des valeurs réglementaires prescrites.

Des remarques sont toutefois formulées à l'exploitant principalement sur l'entretien et le nettoyage de l'ensemble de son installation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Entretien du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 6
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu en permanence en état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre les proliférations d'insectes et de rongeurs et pour éviter le développement de la végétation sur les tas de compost, et ce sans altération de ceux-ci. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Il a été observé lors de la visite un encombrement assez important (présence de plastiques et de branches) des fossés de collecte des eaux de surface. Cette situation pourrait conduire à un débordement des canalisations.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de procéder au nettoyage des deux canalisations de son site et de veiller à leur entretien régulier de manière à permettre le bon fonctionnement de son exploitation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage de liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/1998, article 11.5
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de récupération des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 600 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne peut se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange est à commande manuelle.</p> <p>L'étanchéité des réservoirs peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p> <p>Toute fuite de produit doit être recueillie en toutes circonstances.</p> <p>Le transfert des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches aménagées pour la récupération des fuites accidentelles.</p> <p>Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches à l'abri des intempéries.</p>
Constats : Les liquides sont stockés dans des fûts placés sur des rétentions à l'intérieur du hangar. Lors de l'inspection, il a été constaté un écoulement d'AdBlue sur le sol, le fût dépassant de sa rétention.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de vérifier à ce que l'ensemble des fûts stockant des produits soit convenablement positionné sur leur rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle et suivi des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 14.2
Thème(s) : Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant assure la surveillance de la qualité des eaux souterraines situées à l'aplomb de son site. Pour ce faire, 1 fois par an, sur la période de début juin à fin septembre, des prélèvements et analyses sont effectués par un laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'environnement dans les piézomètres repérés P1 et P2 sur plan annexé. Ces piézomètres sont mis en place au 31 décembre 1998. Lors de chaque prélèvement, il est procédé au relevé du niveau de la nappe dans les piézomètres. La synthèse des mesures réalisées est transmise à l'Inspecteur des Installations Classées, avec commentaires, dans un délai maximal de 1 mois après réception des résultats d'analyse.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection, sur leur demande, les rapports des prélèvements au titre de l'année 2021 des piézomètres repérés P1 et P2. Deux campagnes de prélèvements ont été réalisées par un organisme accrédité : la première au 11/05/2021 et la seconde au 16/11/2021. Les résultats de ces prélèvements n'appellent pas de commentaires.</p>
<p>Observations : Il est rappelé à l'exploitant de transmettre systématiquement à l'inspection des installations classées les résultats d'analyses des eaux souterraines de son site dans le mois suivant leur réception. Ces prélèvements devront par ailleurs respecter la période de début juin à fin septembre, conformément à la présente prescription.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien des voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 21.1
Thème(s) : Autre
<p>Prescription contrôlée : Les voies et aires de circulation, les pistes et voies d'accès sont maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner la circulation et l'intervention des secours. L'exploitant fixe des règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés tels que panneaux de signalisation, feux, marquages au sol, consignes de circulation...</p>
<p>Constats : Au cours de la visite, il a été constaté une quantité importante de boue sur l'ensemble du site et, plus particulièrement, sur les voies de circulation en amont du portail d'accès aux installations jusqu'aux zones de stockage des andains.</p>
<p>Observations : Cette non-conformité a déjà été signalée à plusieurs reprises à l'exploitant lors de précédentes inspections. Il est demandé à l'exploitant, dans un délai d'un mois de : - prendre les mesures nécessaires afin de réduire de manière significative la quantité de boue sur l'ensemble de son site et des voies de circulation à proximité, - maintenir à l'avenir son exploitation en état constant de propreté y compris lors des périodes de fortes précipitations.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 22
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Les effluents recueillis sont recyclés dans l'installation pour l'arrosage ou l'humidification des andains lorsque c'est nécessaire. À défaut, et lorsqu'ils ne font pas l'objet d'un épandage, ils sont traités de la façon suivante : — les eaux de toiture peuvent être directement rejetées dans le milieu naturel sous réserve du respect des valeurs définies à l'annexe II. La conformité des eaux rejetées aux objectifs de qualité du cours d'eau récepteur ou aux normes de rejet définies à l'annexe II est vérifiée périodiquement par l'exploitant ; — les autres eaux pluviales qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets ou avec le compost peuvent être rejetées dans le milieu naturel au moins après passage dans un décanteur-déshuileur, ou dans le réseau pluvial desservant l'installation, s'il existe. La conformité des eaux rejetées aux objectifs de qualité du cours d'eau récepteur ou aux normes de rejet définies à l'annexe II est vérifiée par l'exploitant à une fréquence au moins semestrielle ; — les eaux résiduaires et pluviales polluées sont dirigées vers un bassin de rétention, dont la capacité est dimensionnée en fonction de l'étude d'impact. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées, le cas échéant après traitement, que si elles respectent <i>a minima</i> les valeurs limites définies à l'annexe II. L'arrêté d'autorisation fixe la fréquence à laquelle l'exploitant effectue la surveillance de la qualité de ces rejets.
Constats : L'arrosage des andains en fermentation est réalisé au moyen des eaux du bassin de récupération des lixiviats. Les eaux de toiture sont rejetées dans le milieu naturel depuis le point de rejet R1. Les résultats d'analyses du dernier rapport de vérification des eaux de toiture de l'organisme agréé, daté du 05/03/2021 transmis par l'exploitant, n'appellent pas d'observations au regard des valeurs prescrites à l'annexe II du présent article. Les eaux résiduaires d'autre origine polluées (issues de la lixiviation des stockages de pré-compostage et de compostage, eaux de lavage des sols et des matériels de broyage/criblage entre autres) sont collectées dans un bassin étanche. Celles-ci ne sont pas rejetées dans le milieu naturel. Elles sont régulièrement évacuées, après analyse, vers les STEP de Chalon-sur-Saône (Convention de dépotage du 24/01/2022) et Moulins (Convention de dépotage du 16/03/2021). Les résultats d'analyses des lixiviats issus du rapport de vérification de l'organisme agréé, daté du 12/03/2021 transmis par l'exploitant, n'appellent pas d'observations au regard des valeurs prescrites à l'annexe II du présent article.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositifs incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/1995, article 22.5
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les moyens et équipements de lutte contre l'incendie sont accessibles en permanence. Ceux-ci sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens des secours publics. Pour sa protection, l'établissement est doté : <ul style="list-style-type: none">- d'une équipe de 1^{ère} intervention composée d'un minimum de 2 personnes,- de 2 poteaux d'incendie armés et normalisés, alimentés par le réseau de distribution publique,- d'un minimum de 6 extincteurs fixes et mobiles adaptés à la nature des feux à combattre, répartis en différents points de l'usine définis en accord avec les services départementaux d'incendie et de secours,
Constats : Des extincteurs, vérifiés annuellement, sont répartis sur l'ensemble du site intérieur et extérieur (entre 45 et 50). Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de 2 poteaux incendie alimentés par le réseau de distribution publique, l'un appartenant à l'exploitant à l'intérieur du site, le second, sur la voie publique, à l'arrière du bâtiment. Ces derniers auraient fait l'objet d'une vérification des débits d'air et de pression par les services du SDIS en début d'année 2022. Les résultats de ces contrôles n'ont pas pu être vérifiés sur place par l'inspection.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection des installations classées, dans un délai de 2 mois, les résultats des derniers contrôles des poteaux d'incendie, notamment sur les débits d'eau disponibles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 40
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : I.-Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets ou d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.
Constats : Il n'a pas été observé par l'inspection lors de la visite de débordement des eaux du bassin de récupération des lixiviats. Ces eaux sont pompées en moyenne 4 fois par semaine par un camion citerne puis acheminées jusqu'à une station d'épuration. Le tableau des évacuations de boues de STEP, présenté par l'exploitant le 21/03/22, indique qu'il a été évacué 526.28 tonnes sur la période du 09/12/2021 au 24/02/2022 afin d'éviter les risques de débordement. En complément, il sera effectué par l'exploitant un relevé hebdomadaire du niveau du bassin. En outre, il a été porté à la connaissance de l'inspection qu'une opération de curage des boues usées du bassin de récupération des lixiviats avait eu lieu en 2018. Le prochain curage du bassin devrait intervenir courant de l'année 2022. Il n'a par ailleurs pas été constaté d'odeur inconfortable, ni d'envols de poussières dans l'atmosphère lors de l'inspection.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection des installations classées la date prévisionnelle de la prochaine opération de curage du bassin de récupération des lixiviats. Il est également rappelé à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité de veiller en permanence à la prévention du débordement de son bassin de lixiviation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet